## CANDIDATURE D'ALI BENFLIS À LA PRÉSIDENTIELLE DE 2014

# La composante de sa campagne pour l'Est présentée à la presse

***La composante qui devra prendre en charge la campagne du candidat à la présidentielle du 17 avril, maître Ali Benflis, pour l'est du pays et la wilaya d'Annaba, a été présentée lors d'une conférence de presse organisée hier, au siège de la permanence du candidat, sis au boulevard Mohamed Seddik Benyahia d'Annaba.***

A cet effet, l'ex-bâtonnier de l'Est et ancien ministre auprès du Parlement, Nouredine Taleb, a été désigné coordinateur de la campagne pour la région est du pays. Pour sa part, le professeur en chirurgie générale, Abdelaziz Ayadi, a été nommé à la tête de la campagne pour la wilaya d'Annaba. Il sera secondé par l'ancien membre du CNT, Abdallah Taleb, au poste de secrétaire général.

Quant au docteur Scander Soufi, il a été chargé de la communication. Présentant les grandes lignes du programme du candidat Benflis, qualifié d' «homme d'Etat au parcours exceptionnel», le professeur Ayadi, également ex-vice-président de l'APW d'Annaba, dira de prime abord que « légaliste, maître Ali Benflis a attendu la convocation du corps électoral par le président de la République pour annoncer sa candidature. Cette candidature, soulignera-t-il, était attendue depuis longtemps par une majorité d'Algériens».

Il affirmera que le programme du candidat repose sur cinq thématiques majeures qui sont : la société des libertés, la lutte contre la corruption, la justice sociale, l'économie productive et la synergie générationnelle. Il fera remarquer aussi que le programme du candidat de l'année 2004 a été réactualisé par des experts et autres spécialistes sur la base des évolutions que le pays a connues ces dix dernières années.

La présentation de la composante de la campagne de maître Ali Benflis pour l'Est algérien s'est faite devant une présence remarquée de médecins, avocats, universitaires, étudiants et représentants de la société civile des deux sexes qui se disent convaincus par le programme de maître Ali Benflis, estimant qu'à travers son parcours honorable, c'est l'«homme de la situation qui peut conduire la transformation qu'exige une grande nation comme l'Algérie».

**A. Bouacha**

## MOSTAGANEM

# Arrivée de 30 harraga refoulés d'Espagne

Après une courte accalmie, le port de voyageurs d'Oran a renoué avec l'arrivée d'un groupe de clandestins. Ils étaient cette fois 30 jeunes qui ont débarqué du Tassili 2, mardi dernier, en provenance du port d'Alicante.

Des adultes, mais aussi des mineurs, au nombre d'une trentaine d'émigrés clandestins ont donc débarqué sur la terre ferme du port d'Oran pour remplir les formalités d'ordre administratif puis livrés aux services de sécurité.

Originaires des communes côtières de Hadjaj et de Sidi Lakhdar, les harraga sont tous partis de nuit à bord de trois embarcations de fortune, à partir d'une des criques du Dahra mais ils ont été interceptés par les gardes-côtes hispaniques, à quelques miles de la ville de Murcia et placés, pendant plus de 45 jours, dans un centre de rétention provisoire pour émigrés clandestins dans la station de Cartagena avant d'être expulsés.

Ces rêveurs infortunés tombent sous le coup de la loi du 8 mai 2009 criminalisant l'acte de l'émigration clandestine institué dans le but de mettre un terme à la recrudescence du phénomène de tentatives de «harga» et qui commence à porter ses fruits.

**A. B.**

## BOUIRA

# Quand le wali met les élus locaux devant le fait accompli

***Situation inédite que celle à laquelle nous avons assisté hier, au niveau de la salle des délibérations de la wilaya de Bouira. Les élus locaux, parmi lesquels figuraient ceux de l'APW et les P/APC ont été conviés par le wali officiellement pour discuter et débattre de la répartition des 3 145 milliards que Abdelmalek Sellal avait apportés dans son escarcelle, lors de la dernière visite effectuée dans la wilaya de Bouira. Une enveloppe évaluée à 3 145 milliards de centimes, octroyée à la wilaya dans le cadre d'un programme complémentaire.***

Aussi, lors de cette rencontre initialement préparée pour discuter de ce programme et des besoins de chaque secteur afin de le répartir équitablement aux 45 communes de la wilaya selon les besoins et surtout, pour réparer les déséquilibres induits par les anciens programmes et leur répartition, les élus ont eu droit à un exposé exhaustif de cette enveloppe, par le DPAT, qui a par la même occasion ajouté à cette enveloppe de 31,45 milliards de dinars inscrits dans le cadre du programme complémentaire, 6,49 milliards de dinars au titre du programme neuf, et 3,6 milliards au titre du programme de réajustement ; soit un total de 41,54 milliards de dinars.

Et le plus beau dans cette histoire, c'est qu'après la lecture de la répartition faite par l'administration de la totalité de cet argent, et par secteurs, les élus qui allaient intervenir ont eu droit à une mise au point nette et précise du wali qui rappela à tout le monde que cette répartition est sans appel.

Le wali reviendra plus tard sur cette question en expliquant que la répartition a été faite selon un esprit d'équité et sur la base des besoins réels de chaque commune, sans aucun régionalisme ou autre considération.

Une mise au point qui n'a visiblement pas convaincu grand monde puisque, en aparté, beaucoup de maires , surtout ceux de la région berbérophone de la wilaya ont eu des grincements de dents à l'image des P/APC de Haïzer, d'Ath-Laâziz, de Saharidj, d'Aghbalou, et de tant d'autres qui n'ont pas eu droit aux projets escomptés.

Des élus qui l'ont fait savoir à chacune de leurs interventions, cela même si le wali rappellera à chaque fois que même le Premier ministre avait promis des rallonges financières pourvu que la wilaya consomme les crédits qui lui sont alloués et là, le premier magistrat de la wilaya insiste sur ce point en appelant tous les directeurs de l'exécutif présents à cette rencontre, et les élus à redoubler d'efforts pour concrétiser les projets.

Cela étant, il y a lieu de signaler que parmi les secteurs qui ont le gros lot dans cette répartition, l'habitat et l'urbanisme avec 7,9 milliards de dinars dont 1 000 logements LPL et 3 000 aides à l'habitat rural, ainsi que des améliorations urbaines au niveau de plusieurs communes, 4,9 milliards de dinars pour l'AEP et autres irrigations, 3,9 milliards pour les travaux publics, 3,2 milliards pour la santé dont la réalisation d'un hôpital de 240 lits à M'chédallah, l'extension de l'Institut national de formation paramédicale de Sour El Ghozlane, la réhabilitation de l'hôpital 240 lits Mohamed-Boudiaf de Bouira ainsi que l'acquisition de 10 ambulances, etc.

Aussi, après cette répartition sur laquelle le wali a interdit toute polémique ou débat, il y a lieu de signaler l'absence totale d'une enveloppe pour le tourisme alors que la wilaya a inscrit quatre ZET, dont celles de Tikjda, Tala Rana à Saharidj, Errich à Bouira, et Hammam Ksana à El Hachimia qui constituent un atout indéniable pour le développement de la wilaya.

Mais il est vrai que le cachet agricole de la wilaya est devenu ces derniers temps, à la mode, et chacun galvaude ce slogan à sa guise. Histoire de freiner l'élan de développement qu'a pris la wilaya ces dernières années…

**Y. Y.**

## EN PERSPECTIVE DE LA VISITE DE SELLAL

# Scènes d'un autre âge à Mila

Cela fait des mois déjà, qu'on annonce comme imminente la visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal ! A Mila comme dans toutes les wilayas en attente de recevoir le Premier ministre, les autorités locales restent sur le qui-vive jusqu'au jour «J« ! On retape, on replâtre, on badigeonne tout ce qui se trouve sur le chemin susceptible d'être emprunté par la délégation officielle et on va jusqu'à maquiller et équiper, provisoirement, des infrastructures réalisées et laissées en frîche, depuis quelque temps, pour une raison ou pour une autre, afin qu'elles soient «présentables» pour la circonstance et les exemples sont légion ! La bibliothèque de wilaya, située en plein centre-ville de Mila et qui n'a de réalisation que le côté génie civil mais dont les responsables s'attellent à donner vie, le temps d'une visite d'inspection ! Ils ont donc décidé de réquisitionner des ouvrages, du mobilier de bureau, du matériel informatique et autres équipements adéquats et même… du personnel ! Le tout emprunté auprès de quelques APC et autres administrations et organismes publics.

A Grarem, on s'est permis «d'emprunter» des poteaux d'éclairage public à d'autres cités pour les placer à l'intérieur d'un nouveau POS, englobant un certain nombre de logements de différentes formules ! Le hic est que tout le monde est au courant et tous semblent se complaire dans cette politique du trompe-l'œil !

**A. M'haimoud**